Avril 2020

Penser l'avenir, avec notre réseau

Quelles analyses aujourd'hui, quels changements pour demain ?

L'épidémie du Covid-19 et les mesures de confinement qui touchent l'ensemble du pays ne sont évidemment pas sans impact pour la société, les habitant.e.s, et les centres sociaux. Après l'effet de sidération, puis l'adaptation dans l'urgence de nos structures, il y a lieu de penser collectivement ce qui se joue, tout à la fois pour la société et pour les centres sociaux. Ce texte a pour objet de poser un premier constat, d'identifier des changements souhaitables pour demain et de tracer des pistes de travail collectives pour la FCSF et le réseau.

Quels constats aujourd'hui pour la société ?

I. Une intensification, une aggravation des inégalités

La crise sanitaire et le confinement n'ont clairement pas le même effet sur tout le monde. Beaucoup d'inégalités sont mises en exergue, sont aggravées.
En voici quelques-unes :

- **Le logement :** Comment vivre le confinement quand on vit dans la rue ? À plusieurs dans une chambre d'un hôtel social ? Dans un appartement exigu, surpeuplé ?

- **L'éducation** : Comment faire pour ne pas creuser toujours plus les inégalités scolaires dans un moment où l'accompagnement des parents est le principal levier ?

- **Le numérique** : Comment assurer la continuité éducative des enfants, le maintien des liens sociaux à distance, l'accès aux droits et aux loisirs pour les familles qui n'ont pas d'accès numérique chez eux ? Ou qui n'en maitrisent pas les outils ?

- **La langue** : Comment sans connaissance du français, voire de l'écrit, peut-on faire une attestation de sortie ou accompagner ses enfants ?

- **La précarité sociale, la pauvreté** : Les plus précaires, les plus pauvres sont les premières victimes de la crise.

- **La situation économique** : la crise actuelle met en difficulté de nombreuses entreprises, notamment les TPE, les artisans et commerçants et la situation risque de créer des faillites, du chômage. De plus, de nombreuses personnes sont actuellement au chômage partiel avec une perte de salaire.

- **Les inégalités sont également renforcées par la question de l'accès aux droits,** plus complexe pour les personnes isolées, fragiles, étrangères ou en situation de précarité.

- **L'alimentation** : Comment, pour les familles les plus pauvres, permettre une bonne alimentation ?

- **La santé** : Les inégalités sociales et géographiques face à l'accès aux soins sont renforcées par cette crise. De plus, la santé psychique et plus globalement le bien-être de nombreuses personnes sont mis à mal.

- **N'oublions pas les difficultés familiales**, avec des risques plus forts de violences familiales ou conjugales.

La crise sanitaire en cours illustre pleinement que la santé n'est pas seulement l'absence de maladie mais un **« bien-être complet physique, mental, social »** de chacun-e dans son environnement, tel que la définissent l'ONU et l'OMS.

Cette crise impacte donc encore plus fortement certaines parties de la population – et ce, dès aujourd'hui. Mais elle impactera également les conditions de vie demain ; après le confinement, dans les mois et années à venir.

Ces inégalités, renforcées par la crise du COVID existaient bien évidemment depuis de nombreuses années. Elles sont notamment les conséquences du libéralisme économique qui régit l'économie mondiale, qui cherche à faire du profit coûte que coûte, qui relègue l'humain au statut de main d'œuvre … un système économique qui asservi, qui utilise une grande partie de l'humanité pour le compte d'un tout petit nombre !

De manière plus globale, on peut dire que la crise sanitaire et sociale met en lumière la question fondamentale du droit commun. Ou plus exactement du respect des droits fondamentaux et de l'égalité réelle de traitement ? Comment, par exemple, le droit à l'éducation ou à la santé ne sont pas des droits formels ou théoriques mais bien des droits réels, accessibles à tous ?

II. La question de la prise en compte de l'intérêt général et des solidarités

La crise actuelle met en avant une question déjà prégnante, déjà abordée, celle de la manière dont l'intérêt général et les solidarités sont travaillés dans la société. A travers notamment la mise en avant du service public et du secteur non marchand, la gestion des communs, la reconnaissance de chacun ou bien l'existence d'une visée collective se joue notre aptitude à faire réellement société.

Tout d'abord, le service public, à travers ses hôpitaux notamment mais aussi dans toutes ses composantes sociales et éducatives, démontre son importance vitale, ainsi que le danger immense à ce que des logiques comptables le mettent à mal, comme c'est le cas depuis des dizaines d'années.

Au-delà du service public, l'ensemble du secteur associatif et non marchand et, plus généralement, celui de l'économie sociale et solidaire donne à voir son aptitude à s'adapter à des situations nouvelles, à répondre de manière très rapide à de nouveaux enjeux et à travailler des formes inédites de solidarité. En un mot, à répondre à l'intérêt général.

Plus généralement, la crise actuelle démontre que la santé, l'éducation, l'alimentation, la recherche, mais aussi le numérique et l'information, sont des biens communs, absolument vitaux, ne devant pas être traités comme de simples biens marchands.

Après de multiples discours sur la réussite individuelle, les premiers de cordée, etc…, la situation rappelle qu'une société ne peut fonctionner qu'avec celles et ceux qui sont bien souvent invisibilisés : les caissières, les chauffeurs, les livreuses, les éboueurs, les brancardières, les magasiniers, les ouvrières, … La mise en avant systématique de la réussite individuelle et ses corollaires, l'individualisme et l'absence de récit collectif, nous questionne aussi sur l'aptitude de notre société à ce que chacun comprenne et prenne en compte l'intérêt général, y compris dans des moments où c'est vital, au sens premier du terme.

Et enfin, quel collectif peut se construire sans la reconnaissance et la prise en compte de la légitimité et la capacité contributive de chacun ?

Et sans l'appui d'un maillage associatif, assis sur une coopération forte des acteurs ?

Quels constats aujourd'hui pour les centres sociaux ?

Comme la plupart des structures qui accueillent du public, les centres sociaux ont dû fermer leurs portes. Mais dans cette période, partout où les structures et les personnes le peuvent, dans les villes comme dans les zones péri-urbaines ou rurales, les centres sociaux s'organisent et imaginent des réponses **pour garder le lien avec les habitant.e.s de toutes générations, pour éviter trop d'isolement, de ruptures.**

I. Développer la solidarité, garder des repères, maintenir le lien

Partout où c'est possible, les acteurs des centres sociaux se mobilisent, selon des modalités différentes en fonction du territoire, rural ou urbain et de leur statut, associatif ou municipal. Toutes et tous ne peuvent pas le faire en ce moment. Dans cette période, l'action des fédérations et unions départementales, régionales et nationale est précieuse. Il s'agit aussi de garder le lien dans notre réseau, entre les personnes et les structures, d'échanger, de partager de l'info, des inquiétudes et des bonnes nouvelles, de veiller à ce que toutes et tous, y compris dans nos équipes, traversent ce moment dans les conditions les moins difficiles possibles.

Il y a aussi une volonté, dans une période où les rythmes sont chamboulés, de garder des repères, par exemple en continuant à animer des activités, via les réseaux sociaux le plus souvent et autres outils collaboratifs : accompagnement à la scolarité, ateliers sociolinguistiques, exercices physiques … Pour les animer, des bénévoles, des professionnel.le.s, qui en ont la possibilité sont au rendez-vous.

Les centres sociaux prennent aussi leur part pour relayer et expliquer l'enjeu du respect des gestes de barrières, des consignes de confinement. Face aux peurs, aux incompréhensions, ils luttent contre les fake news et leurs effets anxiogènes.

Il y a ici une attention aux plus vulnérables avec l'expression d'une des valeurs de notre réseau, la solidarité. L'on pense de suite aux personnes isolées, âgées notamment, mais aussi à des familles, pour qui le confinement est complexe à gérer, dans les relations familiales, dans le suivi de la scolarité, dans le fait de respecter les consignes, aux personnes confrontées à la fracture numérique, ou linguistique.

Une attention qui porte aussi sur les jeunes et les enfants également très impactés par cette crise : Il s'agit de proposer des mots, un soutien adapté, un cadre rassurant pour les accompagner au mieux.

Toute cette énergie est mise en œuvre, en lien, au service des habitant.e.s avec les autres acteurs dans les territoires : collectivités, associations, services de l'État, organismes de sécurité sociale.

II. Innover, faire preuve de créativité

Les initiatives foisonnent et se développent de jour en jour.

Les centres sociaux et les équipes bénévoles et professionnelles qui les animent montrent, chaque fois, la formidable énergie et créativité qu'ils savent déployer pour garder du lien et de la vie. Ils nous montrent également les possibilités offertes par les outils numériques pour maintenir et enrichir les activités des centres sociaux. Un réseau connecté, imaginatif, créatif, et qui véhicule de la bonne humeur.

Les questions sont nombreuses. Pour nos structures aussi : ressources humaines, financement … La situation est inédite, les inquiétudes multiples, les réponses vont mettre du temps à se construire. Mais aujourd'hui, on ne peut que saluer la mobilisation et la force de notre réseau pour réinventer, partout où cela est possible, de nouvelles façons d'être ensemble, et de continuer à faire société !

La question des liens, des solidarités avec d'autres réseaux associatifs se pose également à l'échelle départementale, régionale ou nationale … une page à ouvrir ?

Quels changements souhaitables pour demain ?

I. Quel rapport à la politique ?

La crise sanitaire se double d'une crise sociale et économique qui va s'amplifier de manière importante dans les semaines et mois à venir. Les habitants de nos territoires sont et seront parmi les premiers et les principaux touchés. Le risque est fort également que de nombreux clivages catégoriels se développent. La situation nous oblige : il faut inventer de nouvelles formes de solidarités pour aujourd'hui et pour demain. Mais ces solidarités ne seront que bricolage par rapport à l'ampleur de la crise, s'il n'y a pas une politique volontariste à tous les échelons et par tous les acteurs.

On voit d'ores et déjà notre peu de prises malgré l'imagination et l'énergie développées sur les nouveaux enjeux sociaux apparus. Il nous faut donc nous interroger sur un éventuel changement d'échelle, sur les sujets sociaux, plus globalement sur la politique, vue comme l'expression du passage du particulier au général, au commun. Il nous faudra expliciter collectivement notre vision de la politique (ou de la Politique ?) et la place qu'on souhaite y prendre :

- **Quelle place doivent prendre les centres sociaux, le réseau, la FCSF dans l'expression de demandes politiques ?**
- **Quelles sera notre capacité à porter des questions politiques ?**
- **Avec quelles alliances dans le monde associatif, dans l'économie sociale, avec les collectivités ?**
- **Comment co-construire et porter des demandes communes avec d'autres réseaux ou structures, en tenant compte de sensibilités différentes et d'éventuels tiraillements ?**

II. Démocratie et justice sociale

Il nous semble évident que les questions de justice sociale sont aggravées par la crise, que les questions démocratiques sont au cœur des solutions pour construire une société plus juste, plus résiliente, plus durable. Mais le risque n'est-il pas que le mot d'ordre général soit d'ordre économique une fois le confinement passé ? Il s'agira effectivement de reconstruire l'économie, de re-créer de l'emploi, d'inciter à la consommation ; alors que l'enjeu sera certainement de regarder les choses autrement, de construire autrement !

La période est également perçue par nombre d'entre nous comme révélant l'importance d'un renforcement de la prise en compte des enjeux écologiques. On peut d'ailleurs y voir la mise en lumière de l'effet des bouleversements climatiques à venir. Elle nous confirme également la nécessité de ne pas dissocier l'écologique et le social, mais de les combiner.

Le choix qu'a fait la FCSF de s'emparer avec la « démarche congrès » du sujet de la démocratie et de la justice sociale est plus que jamais d'actualité. A la lumière de la crise actuelle et à venir, et aussi de l'impact du confinement, il y a peut-être lieu de relier les banquets citoyens plus directement aux enjeux démocratiques, de justice sociale ou d'écologie mis en exergue dans la période.

III. Réparer et/ou agir sur les symptômes ?

Les structures d'éducation populaire comme les nôtres ont été confrontées de tout temps à la tension entre travailler sur les causes et agir sur les symptômes. Elle n'est évidemment pas résoluble par simple choix d'une option ou l'autre.

La crise actuelle, à travers la mise en exergue des inégalités qu'elle induit, doit nous permettre de nous questionner sur la place respective des deux composantes de cette tension. On pourra notamment s'interroger sur la place d'une éducation populaire, autour des questions sociales à des fin de conscientisation et d'émancipation.

Par exemple :

- **Quid dans nos centres de la place d'une réflexion collective sur la reproduction des inégalités dans le système scolaire, en complément et lien avec nos actions d'accompagnement à la scolarité ?**
- **Ou bien de l'élaboration collective de véritables projets éducatifs ?**
- **Ou bien encore : quelle prise en compte renforcée des enjeux écologiques ?**

Là encore, ne travaillons pas seulement les symptômes, travaillons collectivement sur les causes. Certes il faudra consommer, se nourrir autrement, mais aussi s'organiser et produire autrement.

Nous aurons à travailler la place et la posture de notre réseau dans cet enjeu majeur, voire vital.

Comment agir pour cette transformation souhaitable ?

Notre Fédération et notre réseau, s'ils sont bousculés par la crise, ont réussi à s'adapter dans l'urgence pour rester utiles, proches malgré le confinement et capables de contribuer aux enjeux de solidarité et de lien social tellement nécessaires pour les plus fragiles, les plus vulnérables.

Nous les remercions pour cette capacité à s'adapter et à faire face. C'est l'expression la plus noble de ces valeurs que nous portons ensemble; être près des habitants dans une posture de soutien et d'engagements professionnels et bénévoles.

Ce moment de transition imposé, est un contexte qui nous permet de voir comment notre fédération, notre réseau, notre société pourraient se transformer à l'occasion de cette crise pour contribuer à une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique et d'égale dignité.

C'est pourquoi nous souhaitons agir :

I. En nous appuyant sur notre histoire et nos forces

A travers 100 ans d'histoire, notre réseau s'est construit des fondamentaux : la proximité avec les habitants et notamment les plus en difficulté, la participation des habitants et la démocratie locale et, plus récemment, le Développement du Pouvoir d'Agir des habitants. Ces fondamentaux constituent le socle à partir duquel nous pouvons nous transformer et contribuer à des transformations plus globales avec d'autres acteurs des territoires.

II. En lien avec notre projet politique

La FCSF et notre réseau portent des valeurs (démocratie, solidarité, dignité humaine) et poursuivent des visées politiques (faire société, contribuer à une société plus démocratique avec plus de justice sociale). C'est en nous appuyant sur ce projet que nous pourrons contribuer aux transformations attendues.

III. Dans le cadre d'une démarche structurante

Contribuer à de nouvelles formes de solidarité

Si la FCSF n'est pas généralement un acteur fort de la revendication ou du lobbying politique, nous pouvons néanmoins contribuer à la lutte contre les inégalités, par la mobilisation du réseau, par une forme « d'agrégation » des questions qui montent du terrain (accès à une alimentation saine, inégalités scolaires, ...) pour un plaidoyer et des propositions à porter au local, au départemental, au régional, au national, par l'engagement dans des alliances stratégiques avec d'autres partenaires.

Poursuivre la démarche congrès « démocratie et justice sociale »

Réaffirmée lors des rencontres des Président.e.s qui ont eu lieu les 9 et 10 avril derniers, la démarche congrès doit nous permettre d'aborder les questions de démocratie et de justice sociale dans toutes leurs composantes.

Enrichi par une collecte d'expériences du vécu de la crise, le Banquet des Idées aura lieu à Pau en novembre pour alimenter nos réflexions et construire un socle commun.
Les Banquets Citoyens au printemps 2021 sont imaginés pour prendre en compte les réalités locales, au plus près des territoires et de leurs habitants.

la démarche aboutira en 2022, année du centenaire de la FCSF en redéfinissant les orientations politiques du réseau au regard des contributions, des réflexions, des propositions recueillies au cours des années 2020 et 2021

Cette démarche s'appuie sur la coopération et l'engagement du réseau « à tous les étages ».

Renforcer l'accompagnement du réseau

Dans un premier temps :

- accompagner la sortie de crise (le déconfinement),
- veille économique / sécuriser les structures,
- informer, communiquer,
- représenter le réseau auprès des institutions nationales.

A moyen terme :

- stratégies économiques pour sécuriser les structures,
- soutien direct pour les fédérations en grande difficulté ?
- adapter notre stratégie d'influence,
- information, communication,
- représenter le réseau auprès des institutions nationales.

Dès la mi-mai, à l'appui de l'enquête en cours auprès des fédérations, nous aurons une image nationale des actions menées par les centres sociaux et EVS du réseau fédéré, et un état des partenariats pendant le confinement. Nous saurons comment les structures envisagent globalement la reprise et les problématiques soulevées.

La FCSF accompagnera cette sortie de crise (le déconfinement) tout en adaptant à court et à moyen terme son travail de veille économique, d'information et de communication, de représentation auprès des institutions nationales.